

Zeitschrift: Jahresbericht / Schweizerische Landesbibliothek

Band: 82 (1995)

Rubrik: Internationales Bibliothekskolloquium : Message de bienvenue

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Internationales Bibliothekskolloquium

Bern, 15. September 1995

Rolle und Zukunft der Nationalbibliotheken

Die Referate

Message de bienvenue

à l'intention des membres de la Conference of European National Librarians,
réunis à Berne le 14 septembre 1995

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un grand plaisir, en même temps qu'une grande fierté, d'accueillir en Suisse les membres de la Conference of European National Librarians et de leur souhaiter, au nom du Gouvernement fédéral helvétique tout entier, une très cordiale bienvenue.

La rencontre des responsables des bibliothèques nationales européennes revêt une importance incontestable. Nous vivons effectivement un moment de notre histoire où le traitement de l'information joue un rôle prépondérant. Un moment où, plus que jamais, ce traitement est tributaire des progrès sociaux et technologiques, des évolutions politiques, économiques et scientifiques. Pourtant, plus d'information ne signifie pas nécessairement plus de vérité. L'information peut représenter par exemple une source de solidarité et un message acheminé vers des régions ravagées et isolées par la guerre ou d'autres formes de cataclysme. Mais elle peut être mensongère et réveiller – quand elle est habilement manipulée – des sentiments qui font peur. Une « société de l'information », telle que la nôtre est définie, se doit donc de promouvoir à la fois l'accès à l'information et les mécanismes capables de la vérifier.

Nous sommes particulièrement heureux que vous ayez accepté notre invitation à vous réunir cette année à Berne, car c'est pour nous l'occasion de vous associer – et d'associer à travers vous la communauté bibliothéconomique européenne dans son ensemble – à la commémoration de la naissance de la Bibliothèque nationale suisse.

J'assume cette tâche avec d'autant plus de plaisir que j'ai été, en tant que chef du Département fédéral de l'Intérieur, pendant six ans et demi aussi à la tête de notre Bibliothèque nationale. Vous le savez, cet établisse-



ment qui célèbre officiellement demain ses cent ans d'activité n'est pas tout à fait comparable aux institutions que vous dirigez. A de nombreux égards, la Bibliothèque nationale apparaît même comme très différente, tant dans son histoire que dans son fonctionnement. Elle est d'abord, comme vous le consta-

tez, très jeune. Ensuite, sa mission elle-même peut paraître sommaire en regard de celles qui sont assignées à la plupart de ses consœurs européennes. Cette mission se résume en effet essentiellement à l'acquisition, à la conservation et à la mise en valeur des seuls documents parus en Suisse ou relatifs à

la Suisse et à ses ressortissants. A l'image, serais-je tenté de dire, du pays auquel elle sert désormais de centre mnémonique, cette bibliothèque est en effet avant tout le reflet d'une volonté fédéraliste qui tient à ce que le secteur culturel demeure la prérogative des pouvoirs publics régionaux, c'est-à-dire de nos cantons et de nos communes. Néanmoins, la nécessité d'une bibliothèque nationale ne fait aucun doute depuis sa création. Et depuis quelques années, le pays se montre satisfait de constater qu'un vent nouveau souffle sur cette petite arche de Noé du savoir, comme en témoigne le fait qu'en 1992 son cap a été confirmé par notre Parlement. Dans le cadre du fédéralisme culturel que je viens d'évoquer, la Suisse sait que sa bibliothèque nationale est désormais une institution moderne, répondant aux attentes de ses usagers et résolument ouverte sur le monde.

Ouverte sur le monde et *a fortiori* sur l'Europe, c'est-à-dire son environnement direct naturel. Dans son *Rapport sur la politique extérieure de la Suisse dans les années nonante* (adopté le 29 novembre 1993), le Conseil fédéral souligne « l'importance d'une participation pleine et entière de la Suisse au processus d'intégration européenne » et il le dit sans détour : « L'adhésion à l'Union

européenne constitue l'objectif stratégique de la politique d'intégration. »

Pourquoi tant de persévérance dans la poursuite d'un but qui peut paraître aujourd'hui à certains hors de propos, voire hors de portée ? En tant que femmes et hommes de lettres, vous savez comme moi qu'au-delà des considérations économiques, l'Europe, c'est d'abord une idée, une philosophie, une condition politique irremplaçable si l'on veut éviter qu'une histoire séculaire de guerres, de conflits et de sang ne se répète sur notre continent.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, pour ne pas remonter à la nuit des temps, les philosophes des Lumières comme Immanuel Kant et Jean-Jacques Rousseau plaidaient déjà pour une communauté des Etats européens ; suivis bientôt par des écrivains tels que Victor Hugo ou des démocrates comme Giuseppe Mazzini.

Et cette idée d'une Europe fondée sur la paix et le droit est devenue une nécessité impérieuse au sortir de la Seconde Guerre mondiale, en s'incarnant dans des grandes figures de l'arène politique, telles que Robert Schuman, Alcide De Gaspari, Konrad Adenauer.

Mettre ensemble nos ressources et nos valeurs, se respecter et s'estimer pour construire une Europe à visage humain : voilà la motivation phare de l'intégration européenne. Je ne vois pas pourquoi la Suisse, fondée sur quatre cultures, dont trois parmi les plus grandes du continent, n'aurait pas aussi sa place dans une telle Europe du XXI^e siècle. Le Gouvernement et le Parlement entendent avancer dans cette direction ; ils feront cela dans un dialogue permanent avec le peuple suisse, qui dans notre démocratie directe aura le dernier mot. Ce dialogue constructif et réaliste est absolument indispensable, car il n'y a pas de doute qu'en fon-

tion de son histoire très différente de celle des autres pays européens, la Suisse a besoin de plus de temps pour s'adapter, pour assimiler les grands changements géostratégiques des derniers temps et y adapter une politique qui a été pendant des siècles fondée sur la prémisse du conflit permanent.

Permettez à un ancien ministre de la culture de vous rappeler que les Suisses ont, de tout temps, contribué au patrimoine européen. Je pense par exemple à l'architecte tessinois Francesco Borromini, l'un des maîtres d'œuvre de Saint-Pierre de Rome, à l'auteur romand Charles-Ferdinand Ramuz, ou au designer, sculpteur et peintre alémanique Max Bill.

Mesdames et Messieurs, le rôle fondamental de la culture dans la construction européenne ne saurait être mieux reconnu. Je citerai à cet égard Jean Monnet, l'un des pères spirituels de la Communauté européenne, qui s'est écrié un jour : « Si c'était à refaire, je commencerais par la culture ! »

La rencontre des responsables des bibliothèques nationales européennes, disais-je au début, est un événement. Mais dès lors que cette rencontre a lieu en Suisse, vous comprenez qu'elle constitue pour nous plus encore qu'un événement. Elle est le signe tangible que notre pays veut évoluer en bonne harmonie avec ses partenaires européens. A ce titre, la culture – quelle que soit la façon dont on l'envisage – demeurera toujours une plateforme d'échanges essentielle entre les peuples et les nations. On se rappellera du reste la définition que Ionesco donnait de la culture, qu'il voyait « comme un vaste parlement, où les interlocuteurs dialoguent par delà l'espace et le temps. »

Il me reste donc à vous souhaiter de tout cœur de fructueux dialogues ainsi qu'un agréable séjour dans notre pays.

Le Rôle et les missions de la Bibliothèque nationale suisse

Comme vous le savez peut-être, les membres de la Conférence des directeurs des bibliothèques nationales des pays membres du Conseil de l'Europe, la CENL, se sont réunis à Berne depuis mercredi soir. Ainsi que nous le faisons chaque année, nous avons consacré deux jours de discussions et de réflexions à échanger nos idées, à faire le point sur certains programmes en cours et à définir de nouveaux axes de collaboration. Je peux vous assurer que ces rencontres sont toujours très fructueuses et débouchent sur de nombreux et consistants projets, car – dois-je vraiment le souligner ? – c'est un véritable esprit de coopération qui règne au sein de cette Conférence. A titre personnel, je dois même vous avouer que je me réjouis chaque année de prendre part à ce genre de réunion, tant la collaboration au niveau européen se déroule de façon ouverte, harmonieuse et constructive. Cette année, les participants ont accepté l'invitation de la Suisse à se rencontrer à Berne à l'occasion des cent ans de notre Bibliothèque nationale. C'est un très grand honneur pour nous et j'espère que tous les membres auront pris plaisir à découvrir, ou à redécouvrir, notre capitale.

En préparant le programme des manifestations du centenaire, nous avons pensé qu'il serait judicieux de combiner la rencontre de la CENL avec la célébration officielle du centenaire de notre établissement. Comme je souhaitais profiter de la présence d'aussi éminents représentants du monde de la bibliothéconomie européenne, j'ai sollicité l'accord de quelques-uns d'entre eux pour faire partager leurs idées et leurs réflexions au public professionnel helvétique. J'aimerais les remercier chaleureusement d'avoir accepté mon invitation aussi spontanément. C'est bien sûr un très grand et très rare plaisir pour nous tous de pouvoir connaître les idées et les vues prospectives des principaux artisans de ce que nous pourrons peut-être bientôt appeler la *Bibliothèque européenne*.

Le thème que nous avons proposé pour cet après-midi s'intitule : « Le Rôle et l'avenir des bibliothèques nationales ». En dépit du caractère apparemment un peu partiel de cette approche, qui est réduite aux seules bibliothèques nationales, je crois que ce colloque devrait permettre de mieux définir la



vocation de chaque type de bibliothèques. Le rôle moteur que jouent plusieurs bibliothèques nationales en Europe leur octroie un caractère privilégié. De nombreux développements et de multiples orientations sur le futur ont émané et émaneront encore des bibliothèques nationales. Il serait sans doute trop long d'exposer les raisons de cet état de fait, et d'ailleurs peu importe la raison puisque l'essentiel, évidemment, est de savoir dans quelle direction nous devons aller. La compréhension des problèmes et des stratégies développées par les bibliothèques nationales européennes vous permettra certainement de mieux vous situer par rapport à leurs natures et à leurs fonctions, et de profiter des services qu'elles sont capables de vous offrir. Profitons donc aujourd'hui de connaître le programme de ces grandes institutions qui ont l'énergie et les moyens de s'attaquer à des problèmes touchant l'ensemble de la communauté bibliothéconomique.

Il est évident que les bibliothèques nationales ne peuvent se comparer entre elles. Les trente-six directeurs présents aujourd'hui ont des tâches et des positions extrêmement diverses. Et pourtant nous partageons tous une préoccupation commune : la sauvegarde du patrimoine national de l'information. Et Dieu sait si cette fonction à elle seule est ardue ! Du recensement de la littérature, au sens large du terme, aux aléas de la conservation du papier, en passant par les soucis inhérents au constant manque de place et à la diversité des supports, en passant également par les contraintes juridiques, par les besoins croissants des usagers, par les restrictions budgétaires de tous ordres et par l'ambition

d'implanter dans nos institutions une gestion dynamique et productive, vous voyez bien que les responsables des bibliothèques nationales se soumettent à toutes les exigences possibles.

Aux exposés des responsables de trois grandes bibliothèques nationales s'ajoutent deux présentations à caractère un peu différent.

Tout d'abord, il m'a paru intéressant d'avoir l'avis d'un expert sur le potentiel et les aléas d'une commission nationale des bibliothèques. C'est un thème qui revient fréquemment dans notre pays sans que l'on ait pu lui donner suite jusqu'à aujourd'hui. Qui mieux que le président du Conseil Supérieur des Bibliothèques de France pouvait nous faire part d'expériences vécues ? Je le remercie vivement d'avoir accepté de venir nous faire part de ses réflexions et de ses éventuels conseils.

Enfin, nous avons le grand plaisir d'avoir avec nous le président d'un des réseaux de recherches les plus importants au monde, RLG, le Research Libraries Group. Il est venu spécialement de Californie pour assister à notre journée et l'honorer de sa présence. Ses expériences nous permettront de mieux cerner les potentialités d'une mise en commun des ressources bibliographiques. En plus d'une banque de données extrêmement riche, RLG soutient une collaboration à large échelle entre les institutions membres, conscient que même au niveau des plus grands, la recherche et le développement de nouvelles techniques exigent la mise en commun des ressources humaines. J'ai d'ailleurs le plaisir de pouvoir vous annoncer officiellement qu'un contrat de partenariat entre RLG et la Bibliothèque nationale suisse sera signé ce soir. Et ce contrat vous concerne tous puisqu'il offre des conditions favorables de participation et d'accès à RLG à toutes les bibliothèques en Suisse. Après une phase de test qui devrait se terminer dans le courant du mois d'octobre, nous vous informerons des possibilités que vous offre cet accord.

Avant de passer la parole aux orateurs, et pour répondre brièvement au thème de la journée, j'aimerais en quelques mots vous tracer les grandes lignes des objectifs que nous visons pour notre Bibliothèque nationale suisse. Son rôle peut se définir selon quatre missions essentielles :

1. l'acquisition et l'entreposage de l'information sur tous les types de supports ;
2. la mise à disposition de cette information au public ;
3. un rôle moteur sur le plan national ;
4. une illustration et une promotion de notre identité culturelle sur le plan international.

A la fin de 1996, nous arriverons au terme de la première phase de réorganisation planifiée sur quatre ans à laquelle le Parlement avait donné son aval en décembre 1992. Vu l'ampleur de la tâche, il serait illusoire de penser que nous achèverons ce projet d'ici quinze mois. Nous étions déjà conscients de cela lors de la présentation au Parlement et nous ne l'avons jamais caché. Toutefois, vu l'évolution permanente du monde et vu l'état particulièrement dramatique dans lequel se trouvait la Bibliothèque nationale suisse, il paraissait plus raisonnable de procéder par de courtes étapes concrètes, en faisant des bilans intermédiaires à moyen terme. Aujourd'hui, les fonctions du système informatique choisi sont soit implantées, soit conçues de manière suffisamment claire pour que leur introduction ne fasse l'objet que d'adaptations de détail. Comme vous le savez, nous avons également choisi de convertir sur support informatique l'ensemble de nos données bibliographiques. Dans le contexte de communication élargie que nous connaissons au niveau mondial, il nous paraissait fondamental de pouvoir offrir un accès à distance à toutes nos références. Après trois ans de travail, nous avons commencé à tirer un premier bilan de notre réorganisation. Les résultats ne sont pas encore complets et ce n'est ni le lieu ni le moment d'entrer dans le détail. Je peux simplement vous dire que, même si elle ne s'achèvera pas à la fin de 1996, la réorganisation de la Bibliothèque nationale est sur la bonne voie. Les dix projets principaux que nous menons en parallèle avancent certes à des rythmes différents, mais progressent tous chaque jour. Pour mieux cerner nos prochaines actions et surtout utiliser nos ressources au mieux, nous avons défini les bases de notre stratégie pour la période 1995-1997.

Chacune des quatre missions de la Bibliothèque nationale a été décomposée en

objectifs concrets devant être réalisés à long terme. Pour atteindre ces objectifs, des stratégies ont été mises en place sur la période de 1995 à 1997. Enfin, chacune de ces stratégies fera l'objet d'une ou de plusieurs actions conduites par un responsable clairement identifié. Ce travail de planification de longue haleine, réalisé par les cadres de la Bibliothèque nationale, nous permettra de mieux défendre l'état de nos besoins lors des prochains débats budgétaires, qui, comme vous le savez, s'annoncent particulièrement difficiles.

Un aspect me paraît fondamental dans la définition de notre rôle futur. Persuadés que nous ne pourrions seuls mener à bien les nombreuses tâches qui nous attendent, nous voyons notre institution comme une véritable plaque tournante de l'information. De fait, la Bibliothèque nationale suisse doit se concevoir comme un point d'entrée efficace dans le réseau des sites existants pour quiconque souhaite obtenir une information sur le pays.

Dans cette mesure, un problème nous occupe comme vous tous. Quelle attitude les bibliothèques doivent-elles adopter dans le contexte des réseaux de communication ?

En tout premier lieu, nous pensons qu'une bibliothèque doit être une actrice de premier plan dans ce monde nouveau. Cela signifie que nous nous devons de mettre à disposition toutes nos informations de façon ouverte. Notre rôle dans ce sens doit nous permettre non seulement de nous « positionner » comme les principaux fournisseurs d'informations du pays, mais également de préserver un niveau de qualité d'information de premier ordre. Nos usagers doivent donc trouver des sources d'information aussi complètes que possible et, surtout, répondant de façon claire aux principes de qualité qui ont toujours présidé aux destinées de notre profession.

En plus de ce rôle de pourvoyeur d'information, les bibliothèques, et surtout les bibliothécaires, doivent être à même d'apporter un conseil adapté aux besoins de l'utilisateur. Cela signifie que nous devons, dans notre secteur, continuer de développer et d'améliorer le niveau de formation, cela afin de réduire le décalage évident qui pourrait se creuser entre les nouvelles technologies à disposition et leurs utilisateurs.

Permettez-moi de terminer en me concentrant sur une voie que nous souhaitons vivement emprunter et qui concerne directement le développement de la bibliothéconomie en Suisse.

Vous l'aurez compris, j'espère : il n'incombe évidemment pas à la Bibliothèque nationale suisse de jouer un rôle dirigiste ou dictatorial, mais tout au plus un rôle moteur. Pourtant, il s'avère aujourd'hui que cette fonction motrice lui est fortement contestée, ce qui peut, à certains égards, se comprendre, mais qui n'en reste pas moins déplorable.

Ce n'est un secret pour personne, nous ne pouvons même pas dire qu'il règne une entente cordiale entre les acteurs du développement de nos grandes bibliothèques en Suisse. Des courants de pensée divergeants nous conduisent à des querelles peu constructives. Je ne veux pas entrer dans un débat helvético-suisse. Cependant, je sais que cette situation n'est pas propre à la Suisse et que ce schéma se répète dans de nombreux pays. C'est pourquoi j'aimerais brièvement analyser les conséquences de la situation que nous vivons.

Posons-nous la question de savoir à qui profite nos dissensions ? La réponse est évidente : à personne car dans le jeu de la querelle, tous les joueurs sont perdants. Osons maintenant franchement nous demander à qui ces querelles nuisent ? Et là encore, la réponse est tout aussi évidente : ce sont nos lecteurs qui souffrent en premier lieu de notre manque de coordination, ce qui est d'autant plus regrettable et ironique que nous ne cessons les uns et les autres de clamer haut et fort que nos lecteurs sont au centre de nos préoccupations. Je tiens à affirmer aujourd'hui que la Bibliothèque nationale suisse ne souhaite plus s'enfermer dans des polémiques creuses sans rime ni raison. Je pense qu'il est grand temps de mettre un terme à ces querelles en essayant de construire quelque chose de concret qui convient à tous. Je suggère que nous prenions l'engagement, d'ici le terme du centenaire de la Bibliothèque nationale suisse que je fixerais théoriquement au 31 décembre 1995, pour trouver un terrain d'entente et définir une démarche pour réaliser des projets communs, si modestes soient-ils. Tâchons de montrer à nos autorités que nous pouvons

travailler ensemble de façon constructive. Conscient qu'il n'est pas judicieux de ma part de lancer de nouvelles propositions de collaboration qui seraient vraisemblablement rejetées, je suggère que l'on fasse appel à tous les bibliothécaires de notre pays pour qu'ils s'expriment sur leurs souhaits en matière de collaboration nationale. On pourrait ainsi créer un réel débat où chacun pourrait donner librement son avis. Deux questions devraient être traitées :

Etes-vous favorables à une collaboration sur le plan national ?

Comment pouvez-vous l'envisager et quelles sont vos suggestions ?

Que ceux qui peuvent se rallier à cette suggestion le fassent savoir jusqu'à la fin de l'année à la seule instance de ce pays susceptible de donner suite à un projet, je veux parler de l'Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses. Celle-ci pourrait ensuite faire la synthèse des propositions et rendre publics les résultats de ce sondage. A titre personnel, je peux vous assurer que la Bibliothèque nationale suisse s'engagera pour qu'une collaboration constructive au niveau national voie le jour si cela est le désir d'une majorité de professionnels.

Le Rôle des bibliothèques nationales dans notre société

Une bibliothèque nationale n'est pas uniquement un musée de collections, un immense magasin de curiosités et de trésors : elle se doit d'être ouverte sur l'extérieur. Sans doute y a-t-il déjà un ensemble de bibliothèques publiques, locales, scolaires et universitaires, dont l'objet est très directement le service du public ; il est indispensable que ces bibliothèques – je songe notamment aux bibliothèques universitaires à raison de la véritable explosion qu'a connue le nombre d'étudiants depuis une vingtaine d'années – soient dotées des moyens de remplir correctement leur mission de service public.

Pour autant, ces bibliothèques, même les plus importantes, ne répondent que très imparfaitement à une demande spécifique qui est celle des chercheurs. La bibliothèque nationale est avant tout une bibliothèque de recherche qui, sinon par son universalisme, du moins par son exhaustivité dans le domaine des publications, constitue une irremplaçable bibliothèque de référence et de dernier recours.

Mais ce double rôle n'épuise pas le sujet : nos sociétés contemporaines exigent un accès plus large de tous à la lecture savante et à la culture, appelant les bibliothèques nationales à un élargissement de leurs missions ; à cet égard, on serait surpris qu'il ne soit guère question de la nouvelle bibliothèque de Tolbiac, qui sera à la fois une bibliothèque nationale et une bibliothèque publique.

A dire vrai, ces dernières années, le niveau d'exigence vis-à-vis de la traditionnelle bibliothèque de la rue de Richelieu, en plein cœur de Paris, n'avait cessé de croître : l'établissement était victime sans doute de son succès, plus concrètement de la croissance du nombre des publications et des problèmes cruciaux de leur bonne conservation, mais aussi de l'accroissement considérable du nombre des chercheurs, en relation avec celui du monde universitaire : dois-je rappeler qu'en France – mais le phénomène est

européen – en trente ans, on est passé respectivement de 400 000 étudiants et de 35 000 enseignants à aujourd'hui plus de deux millions d'étudiants et à près de 60 000 enseignants ?

Dès 1988, les ambitions assignées à la nouvelle bibliothèque étaient claires : « Elle devra être à la disposition de tous, utiliser les technologies les plus modernes de transmission des données, pouvoir être consultée à distance et entrer en relation avec les autres bibliothèques européennes... » N'est-ce pas déjà définir assez bien le rôle des bibliothèques nationales dans nos sociétés contemporaines ?

La Bibliothèque Nationale de France va donc, d'ici le troisième millénaire, se doubler. Le site historique de Richelieu conservera ses prestigieuses collections ainsi que l'ensemble des départements dits « spécialisés » de la Bibliothèque : manuscrits, estampes et photographies, cartes et plans, monnaies et médailles, musique, arts du spectacle. En revanche, la totalité des douze millions d'imprimés, ouvrages et périodiques, et le million de documents audiovisuels seront transférés à partir du début de 1996 dans le nouveau bâtiment de Tolbiac achevé récemment.

Ainsi, d'une part, seront mieux satisfaits les besoins des chercheurs aujourd'hui à l'étroit, mais surtout, d'autre part, Tolbiac sera à la disposition d'un public de lecteurs considérablement élargi : il y a là un enjeu démocratique qui apparaît tout à fait fondamental dans cette vaste entreprise. Toute une partie du bâtiment sera accessible au public, du moins à ceux titulaires du baccalauréat ou ayant dix-huit ans. Regroupés en quatre départements (histoire et philosophie, littérature et art, sciences politiques et économiques, sciences et techniques), près de 400 000 ouvrages seront consultables en accès direct.

Sans doute s'interrogera-t-on : cette immense bibliothèque ne sera-t-elle pas plus « parisienne » que nationale ? N'y a-t-il pas



un renforcement de la concentration propre à la France, par rapport à une démarche visant à encourager les bibliothèques et la lecture publique à la périphérie ?

Non seulement la nouvelle bibliothèque sera en réalité rendue à ceux qui habitent la banlieue et la province grâce à une amélioration significative des réseaux de transports, mais les évolutions technologiques récentes vont permettre la consultation à distance : elles placent nos bibliothèques nationales au cœur de réseaux qui les relient et, en même temps, se ramifient de plus en plus pour être accessibles au simple citoyen. Ces nouvelles technologies font ainsi entrer de plain-pied les bibliothèques dans l'ère du multimédia, leur permettant ainsi d'attirer un public peu familier des formes traditionnelles d'accès au savoir.

La Bibliothèque Nationale de France a le souci de renforcer la complémentarité des fonds avec les autres bibliothèques françaises d'excellence par des conventions de partenariat. Elle met au point le Catalogue collectif de France permettant, à partir d'une seule interrogation de localiser, puis de solliciter la communication et la reproduction d'un document où qu'il se trouve. Parallèlement, une politique de numérisation des fonds a

été engagée et se poursuit (100 000 volumes et 300 000 images dès l'ouverture en 1997).

Ces systèmes de réseaux – partage des acquisitions, complémentarité des catalogues – doivent désenclaver Paris dans un pays historiquement centralisé, alors même que le raccordement à Internet, intervenu cette année, ouvre progressivement les réseaux nationaux aux immenses ressources internationales.

Il m'est agréable ici de souligner à quel point la BNF est attachée à la coopération internationale, tant par les contacts qu'elle noue quotidiennement avec les chercheurs et les spécialistes de l'information, que par la participation active aux instances internationales.

Une bibliothèque nationale, c'est aussi et enfin une grande institution culturelle : détentrice d'un immense patrimoine, elle se doit de favoriser son appropriation par un large public ; outre la consultation, la réalité du livre s'éprouve par le recours à des expositions, des conférences, des débats, des publications... chacun le sait, la culture, expression plurielle de valeurs communes, constitue un outil de cohésion de la société : elle renoue en permanence les fils d'un tissu social menacé de se déchirer.



1917

ZEITUNG

1918

Jan - Febr

ZEITUNG

1918

Mär - Apr

NATIONAL ZEITUNG

1918

Mai - Juni

NATIONAL ZEITUNG

1918

Juli - Sept

NATIONAL ZEITUNG

1918

Sept - Okt

NATIONAL ZEITUNG

1919

Jan - Febr

NATIONAL ZEITUNG

1919

Mär - Apr

NATIONAL ZEITUNG

1919

Mai - Juni

National Zeitung

1919

Juli - Aug

National Zeitung

1919

Sept - Okt

National Zeitung

1920

Jan - Febr

NATIONAL ZEITUNG

1920

Mär - Apr

NATIONAL ZEITUNG

1920

Mai - Juni

NATIONAL ZEITUNG

1920

Juli - Aug

NATIONAL ZEITUNG

1920

Sept - Okt

National Zeitung

1920

Nov - Dez

National Zeitung

1920

Jan - Febr

National Zeitung

1920

Mär - Apr

National Zeitung
1898

National Zeitung
1911

National Zeitung
1911

NATIONAL ZEITUNG
1915

NATIONAL ZEITUNG
1915

Luna - Park

Wikipedia

National Libraries: islands of stability in the information storm

I should like to begin, naturally, by thanking the Swiss National Library for having invited me to take part in today's celebration of its centenary. In particular, though, I should like to thank Jean-Frédéric Jauslin for his personal invitation to be here. In Europe, we all consider the Swiss National Library to be one of the major players in the European library world.

Jean-Frédéric is himself an influential figure among European national librarians, and I hope it gives him as much pleasure as it does my colleagues and I today, to be celebrating one hundred years of development and service to readers.



I have referred to Jean-Frédéric Jauslin's place among his fellow European national librarians. This makes it apparent that there is a forum within which the national libraries of Europe meet, to agree how best to work together. Indeed, we meet regularly to ensure that we are pursuing those developments which will help us serve our users best, to ensure that they have as straightforward access as possible to catalogues and collections. What we are pursuing has been widely described, and we are fairly clear that we know which obstacles must be surmounted, who must be persuaded, and what resources must be found. We visualise, in due course, a network – in the technical, library sense – of national libraries and other libraries.

What I thought I would talk about today, however, is an aspect of the context within which we are striving towards that goal. For I believe that national libraries, more than any other type of library within our systems – university libraries, special libraries of various types, corporate libraries and so on – have a distinctive set of responsibilities.

The title of my talk refers to national libraries as islands of stability in the information storm. Now, I accept that there is more than a touch of lecture-title-hyperbole in this title. But let me set out what I have in mind.

First, what do I mean by “information storm”? What I mean is that there is a lot of information being produced, in a variety of formats and publication- or quasi-publication-media. By “a lot” I mean, in fact, a huge amount of information is being generated. It is very difficult to estimate just how much, and this, as I will try to demonstrate, is part of the problem I believe we have to address. But two anecdotal measures are relevant. The first is the suggestion which has been made, that the amount of information and knowledge being produced in the world is now doubling every five years. The second is the estimate

that of all the scientists the world has ever known, half of them are alive and working today. Now that means a prodigious amount of output. As for more quantified measures, this year the British Library will acquire by legal deposit, purchase or gift roughly 2,4 million items. We subscribe to over 70 thousand serial titles. Our collection of printed books alone grows by over seven kilometres every year. At the British Library the vast bulk of what we acquire is in traditionally published form – books, journals, newspapers, audio compact discs and so on. There is a huge amount of additional information, the surface of which we barely touch. I refer to the mass of information which is either not published as print on paper, or which appears in a form which we would not necessarily regard as truly “published”. Electronic databases may be published off-line, in the form of tapes or CD-ROMs containing current contents of databases which are delivered to customers and regularly updated. This type of publishing is, in principle, relatively easy to handle under existing procedures. But since the 1960's, publishers have also made databases available online, with data being transmitted directly to the customer's own computer. In the UK, by the end of the 1980's, more than 350 online databases

were being produced. How many more were available in the rest of the world? There is now a great variety of material published online. There are cumulating online-services analogous to traditional bibliographic, cataloguing, indexing and abstracting services. There are content and alerting services where greater emphasis is placed on currency, and there are real-time transactional services such as financial databases, which are updated from moment to moment. The United Kingdom's cartographic survey, the *Ordnance Survey*, will soon be available only as an online database which is updated every eight seconds or so.

And as if that is not enough, as well as the commercially produced databases, there are countless informal bulletin boards, discussion lists and other services readily available on the Internet since the expansion of the World Wide Web.

What we face is a plethora of information being published, carried, transmitted or whatever, on a host of new kinds of technology. One result is a destabilising of the traditional academic publishing industry. Print-on-paper serial prices have risen way beyond the retail price index; electronic journals sit uneasily beside their traditionally produced paper versions.

What does all of this mean for national libraries? What is the significance of this "information storm" for our traditional responsibilities?

First, there is the responsibility to acquire and care for the national published archive. The difficulty of maintaining a comprehensive archive when few national systems for the statutory deposit of publications cover new media has been widely discussed, and I do not mean to repeat the issues today. It is worth bearing in mind, however, why it is that national libraries need to nurture a comprehensive archive. One purpose is to produce a national bibliography. But these responsibilities exist for reasons other than to provide employment for librarians, and to keep them out of mischief and off the streets. A record of a nation's intellectual output, and access to the published archive, is a keystone of scientific, technical and academic development. The national published archive serves two

fundamental principles of scientific progress. Broadly speaking, the pursuit of scientific knowledge – and this applies to the humanities just as much as to the so-called *hard sciences* – happens through laboratory research and experiment, that is, control or understanding of variables in a constant and controlled environment. That experimental environment might be a scientific laboratory in a university, or a library reading room. In my own case, as a social anthropologist, the research setting was a small town in East Africa. The researcher eventually publishes his or her findings, in pursuit of a variety of motives. One motive – we like to think the most important one – is to give an account to colleagues of a new contribution to knowledge in the subject area which they share. Other motives, not unnaturally, are career enhancement, prestige, self-satisfaction and money. Findings may also be published in order to protect them from being tampered with, or claimed by someone else – at the most extreme they are published as a patent specification – so that the intellectual rights as well as the commercial rights are protected. And this is what libraries accumulate – this is how the intellectual output of a nation is stored and recorded. I mentioned two fundamental principles of scientific progress. The first is that of replicability. It is fundamental that any experiment can be replicated by others. The way a step forward was achieved – whether this was in the field of thermodynamics or our understanding of sixteenth century verse – is described, so that its legitimacy is confirmed and so that the findings can be tested by others, and subsequently built upon and taken further. So the store of knowledge in a library is the raw material for further progress, and is at the same time our assurance that progress data has been reliable, that it can be depended upon.

The second fundamental principle is a corollary of the first. This is citation. The earlier work which is being built upon, and the evidence that is summoned to support new work – or earlier work which is being revisited for adjustment or refutation – has to be capable of identification, as part of the continuing cycle of experiment and replication. And

here, again, there is a key role for the library.

But why the *national* library? Why not university libraries, the libraries of the oil companies, or even private collections? I would hope the reasons are obvious. We need to ensure comprehensive collection and recording of the national published archive. Hence legal deposit. This does not mean that the national published archive needs to be under one single roof. New technology means that the archive can be a distributed one, with shared bibliographic record creation, and remote access, all of this over networks. But some organisation has to take responsibility for ensuring that all of this is properly organised, that the necessary legislation is in place, and that the system is properly understood, by users and publishers as well as by librarians.

The other issue is that we need to entrust these responsibilities to an organisation with a very long-time perspective – planning for hundreds of years in the future – and we just cannot rely on a commercial organisation; it would be unfair to expect a commercial organisation to give the absolute guarantees which a public body is better placed to deal with.

Where can collections of books be found in over 3 000 languages and dialects, some now extinct? Where can scientific collections be found, covering all languages in which scientific and technical information is published? Where can collections of manuscripts be found, representing almost every known language and almost every material on which writing has been discovered? Where can the earliest dated printed book, the *Diamond Sutra*, be found? And where can examples of printing be found, representing nearly all places in which printing is known to have existed? The answer in each case is “at the British Library”. Similar claims may be made by many other national libraries. Such claims illustrate that national libraries are storehouses of the written record providing essential repositories of information for the research scientist. But will national libraries always be able to make such claims? Indeed, will they be needed at all in the emerging world of the digital library?

I should like to start by identifying what makes national libraries sufficiently different

from other libraries to warrant their status as national institutions. In the United Kingdom, the British Library is the only library privileged to receive the nation’s printed published output through legal deposit without having to claim the publications; moreover, it is the only information provider of last resort, used as a back-up facility to support other libraries; and it is the main information provider of first resort for pre-eminent research scientists who can justify using it as such. Most but not all national libraries can be defined in this way. While they all aim to advance knowledge by acquiring, processing, storing, retrieving and communicating information, some are major international players while others concentrate on the national scene and function both as university libraries and as national libraries. Some offer facilities normally associated with public libraries while others provide research facilities only. I can think of just one national library which operates a remote document supply centre and just one which funds external research to support the national library and information science community. I am of course referring to my own institution. I am sure you can all think of features which make your own national libraries unique.

I should like to concentrate on the similarities rather than the differences between national libraries and think of them as a group of institutions all existing for primarily the same purposes. What makes national libraries different from most other libraries is that they all take a long-term view when it comes to collection development. Their collections are developed and assessed to match the known needs of today’s and the predicted needs of tomorrow’s research scientists. Active use of the collections of national libraries tends to be more concentrated than it is in other libraries whose collections, generally speaking, do not span the centuries. Most importantly of all, national libraries exist to serve mankind and this, to my mind, distinguishes them from other libraries which exist to support specific local or specialist groups of users. Will the advent of new technology change all this? Will it eliminate the need for centralised collections? Will research scientists be able to identify and view

all the materials they need from screens on their desks? Let us look at what national libraries are doing in this technological era.

Many national libraries have, of their own accord, created digital catalogues, or commissioned commercial organisations to do so for them, and made them available over digital networks. Some of the European national libraries are contributing to an EC-funded project to develop mechanisms to enable participating libraries to search the OPACs of the other participating libraries as if they were searching their own. Digital technology has also come to be used by some national libraries for the digitisation of collections. The Deutsche Bibliothek is to digitise a collection of watermarks, a music archive and various scholarly works. The Bibliothèque Nationale de France is contributing to a large French digitisation project which will convert 100 000 documents and 370 000 images to digital form. The British Library has digitised a small number of documents including a unique one-thousand-year-old manuscript, *Beowulf*, which provides an understanding of the development of the English language. The manuscript was badly damaged by fire 250 years ago. The digitised images enable the damaged portions to be read, and some pages are available for viewing over the Internet. There are also joint projects which are bringing together the results of a number of the digitisation initiatives of the national libraries, such as the G7 digital library project *Bibliotheca Universalis*, led by the Bibliothèque Nationale de France and the National Diet Library.

There are clear advantages to research scientists of such digitisation initiatives. Digital catalogues are demonstrably superior to card and microform catalogues in that they provide speedy access and sophisticated searching facilities which the research scientist may use within the library itself or at the terminal on his desk, if the catalogue has been networked. Digitisation of special collections helps to preserve the originals and increase the availability of, and speed of access to, the content.

Although the library may have difficult operational and financial decisions to make before it can go about digitising catalogues or

out-of-copyright collections, those decisions are at least within its control. However, information has long since ceased to appear exclusively in print, and the forms in which new publications are appearing are not within the library's control. It is in this area where some major changes are likely to affect national libraries in the long term. Falling journal subscriptions and reduced profit margins combined with opportunities offered by new technology have led some publishers to begin to consider transferring from printed output to digital output and, in some cases, to publish on-demand only rather than in sizeable "print" runs. The large-scale *Ordnance Survey maps of Great Britain and Northern Ireland* are a case in point. Traditionally, they were printed but, by the end of this year, they will have been digitised and, from 1997, will only be available in digital form. There are also many publications, such as the *Oxford English Dictionary*, traditionally produced in print, now appearing in print and digital forms, which are likely to appear in digital form only the next time a new edition is produced.

It is not only libraries which have difficult decisions to make in determining what they should provide and make available in digital form. Publishers have similar decisions to make about the most appropriate media for new publications. It is at present far from clear that digital texts will be cheaper to purchase than traditionally published ones. The cautious approach currently being taken by many publishers to digital forms of publishing are understandable and justified. Publishers want the integrity of publications and the rights of copyright holders to be preserved. The financial risks are only too clear. The economic framework of publishing is destabilised with the arrival of digital publishing. Does the established framework still apply? Is a new framework required? Should the old be modified? What is the time scale for change? One factor affecting the pace of change is that publishers of journals with most to gain from the digital world do not have sufficient finances to invest in the necessary changes whereas those which have the most money have the least need.

Rapid price increases of printed journal titles have infuriated research scientists to

such an extent that there have been calls for a boycott of certain publishing houses. Some would argue that scholarly publishing should be established as a major university activity. And, as if the situation were not complicated enough, there are also new players entering the publishing market who have hitherto had no links with the publishing business or the academic community.

Despite these new players and the antipathy shown towards some publishers, I believe there is still a key role for traditional publishers who not only print and distribute scholarly works but also edit, filter and perform other gate-keeping functions. It would be naive of us to think the scholarly community was simply buying back its own scholarship when its libraries subscribed to scholarly works.

National libraries tend to be seen as less of a threat to publishers than university libraries. Perhaps it is because of their national status that publishers have a reasonable amount of faith that national libraries will protect commercial interests and not permit unauthorised use of published works. I am aware that there is still a long way to go to establish an acceptable level of understanding and mutual trust between national libraries and publishers, especially in so far as legal deposit and digital transmission of published works are concerned. Nevertheless, in negotiating its latest agreement with the UK Copyright Licensing Agency for the reproduction of printed works subject to copyright, the British Library has paved the way for further discussions with publishers over digital storage and transmission of copyright material by the Library. It is in all our interests that we should work with publishers to encourage them to support the development of the national published heritage in an appropriate form and on reasonable terms to the research scientist.

Today's national published archives are predominantly made up of printed publications. This will not always necessarily be the case. Indeed, I have heard it asked if we should be preparing for the end of print with the advent of digital technology. The answer is most definitely "no". Print on paper will not disappear. It provides the only comfortable

means of sustained reading. It facilitates random access, it is portable and it lets the reader go forwards and backwards in the text. It can also be read by the naked eye. I am confident that it will always be in demand for certain kinds of publication like novels, or poetry. However, it is likely that within the next five years, reference works will be published routinely in digital form alongside their printed versions. It is also likely that in, say, ten years from now, many printed versions of journal titles may well have disappeared. However, what libraries cannot assume is that the arrival of digital technology will lead to a drop in the number of printed publications. While certain printed publications may well disappear, the advent of digital technology has encouraged desk top publishing of short-run printed editions which would not have been economically viable in the traditional publishing environment. Many national libraries are already managing print and digital texts in co-existence with one another. This will become an increasingly important function as technology develops and the amount of materials in digital form increases.

As we have seen, the advent of digital technology raises technological and economic issues. It also raises political and cultural issues and, in this respect, the availability of information should be given due prominence. In the traditional print-on-paper setting, libraries have played a key role in the democratic process by ensuring that information was available to all. The use of networks may make information more readily available to society at large if the Internet provides virtually equal access to all sources and types of information anywhere in the world. There would be no need for opinion polls; everyone could communicate their views. However, the Internet is unlikely to remain free of charge at the point of use for ever. If exorbitant prices are imposed, libraries may be tempted to exclude from their collections certain categories of items which they have in the past been able to provide. Materials could well be excluded not because their content was not applicable but simply on the grounds of cost. This could lead to a society divided between those who

could afford to pay for certain classes of information and those who could not. The research scientist would clearly benefit from the enactment of legal deposit legislation to enable national libraries to build up comprehensive collections of digital publications as well as printed publications. Some national libraries are already able to receive digital publications through legal deposit; most are not, but several are taking steps to seek appropriate legislation. It is only through comprehensive legal deposit that a national library is able to build up its national collections to serve current and future generations of research scientists to a level they are accustomed to expect of a national library.

What else should national libraries be doing to support the research scientist? One could say that with the world's information available over the Internet, there is no longer a need for them. But someone, somewhere must store the information to make it available in the first place. And libraries, especially national libraries, are good at amassing and caring for publications. Moreover, economies of scale support the concept of centralised collection management and storage which facilitate interdisciplinary research because everything is stored under one roof (more or less!). It is the richness and variety of national library collections which appeal so much to research scientists and make them return time and time again.

I have already referred to the essential role most national libraries perform in providing a national back-up facility to researchers who are unable to find the information they need from a local source or from a network. National libraries provide access to registers of research, citation tools and databases, some of which are very specialised and not available in other libraries. Most importantly of all, national libraries create and provide access to the national bibliography, an essential tool in that it not only provides a record of the nation's output but also provides a standardised means of providing other libraries with records for local use. Moreover, national libraries often instigate the production of specialised bibliographies and catalogues to support the research scientist. I am thinking here of such initiatives as

the *Eighteenth Century Short Title Catalogue* and the *Incunabula Short Title Catalogue*, both of which could not have been produced without very considerable national library input. These specialist catalogues record publications of all kinds from multi-volume works to single sheet ephemera in every subject, reflecting all aspects of human activity. They are much more than finding lists. They give descriptions besides locations of the material. They are therefore bibliographies as well as union catalogues and provide great time-saving devices for research scientists interested in locating and studying specialised subjects.

The importance of citation tools cannot be overstated. They enable the research scientist to find out if a particular experiment has been done. They lead him to the information he needs to decide whether or not it is worth replicating an experiment. However, national libraries cannot play a passive role here and assume research scientists will always knock on their doors when they need assistance. It has been said that £12m on research is wasted in the United Kingdom every day because the work has already been carried out. Simple literature and patent searches would reveal this. Take for example, the keel of the Australian yacht in the 1983 America's cup race which was of a radically unusual design. The Australian team went to great lengths to keep the details secret. Yet, all the time, the patent specification for the "secret" keel could have been inspected at the British Library and elsewhere. National libraries have an important part to play in working with their users and potential users in ensuring that they are aware of what exists. This has always been the case. Technology will not change the fundamental task to be done but it will improve the speed and quality of information retrieval.

It is not only the identification of relevant publications which is of importance to the research scientist; it is also the ability to cope with the information overload which is becoming an ever increasing problem. I have heard it predicted that the amount of information produced is doubling every five years. I understand that information overload is often a more serious problem in the sciences than in the non-sciences. Many scientific jour-

nal articles are of little interest except to the author, but this is not always obvious until after the articles have been read. It is up to libraries to rank their journals in order of use and importance and to weed out the lower-ranking ones. This is, of course, more easily said than done. Libraries need to pursue this task in consultation with research scientists who will be able to assist in the identification of top-ranking journals. Acknowledged experts in particular areas of science are building up invisible colleges, and this provides another means of identifying the authors of articles likely to be respected. The task of producing meaningfully ranked lists of journals is particularly apposite to national libraries whose collections are normally well endowed with journal titles.

I mentioned at the beginning of my talk the *Diamond Sutra*, the oldest printed item in the world, dating from the 8th century, and one of the great treasures of the British Library. It provides me with an excellent example of how national libraries can provide the focus for international activity in support of research scientists. The *Diamond Sutra* was discovered at Dunhuang, in China, and is part of the world's most important collection of manuscripts and printed materials relating to pre-modern Chinese history. Most of the material was dispersed, and a large part was transferred to the British Library. There is also a considerable amount of material in Berlin, Paris and St Petersburg. The British Library has taken the lead in establishing the International Dunhuang Project which promotes the study and preservation of the Dunhuang legacy. It is, of course, the Library's collections which put it in an excellent position to assist the research scientist in this way.

I have sketched out some of what I consider to be the essential roles of national libraries. Some are unaffected by the enormous changes taking place. Others are affected very considerably, not, I would suggest, in terms of their appropriateness to national libraries, but in the ways in which certain activities are undertaken. Change for

the sake of it is pointless, but it is clear that some change will be necessary. The changes affecting national libraries are generally greater in scope and complexity and more costly to put in place than the changes affecting other libraries. Partly because of the high costs involved, national libraries will tend to be slower than other libraries in making widespread changes on a large scale. While they may implement experimental services and systems, they will not put in place sweeping changes until they are confident they have made the right decisions. Smaller libraries, even large university libraries, may move ahead more quickly. National libraries will therefore provide an element of stability and familiarity in this ever-changing information world. That does not mean that we can be complacent. If we do not move with the times, we shall find that there will be serious gaps in our collections of new media publications; we shall have honoured the past but we shall not have created the future, because we shall not have respected all forms in which knowledge is communicated.

Obtaining the right balance between stability and innovation will not be easy. There are activities, such as seeking legal deposit and extending our national bibliographies to cater for digital publications, which we must undertake as a matter of urgency because these are unique to us. No one else will pursue them if we don't. Moreover, we should seek discussions with publishers to convince them that we understand their desires and concerns. We should also seek ways of assisting the research scientist in identifying what is available, coping with the information overload and obtaining information in a form which is convenient. National libraries will increasingly be called upon, nationally and internationally, to cooperate in collaborative acquisitions, retention and preservation policies. Well balanced collections rather than comprehensive collections of the national imprint will become the norm, and digital access to other libraries' collections will be expected.

Nationalbibliotheken: individuell denken – kooperativ handeln – global wirken

Fast jedes Land verfügt über eine Nationalbibliothek, häufig heissen sie auch so, manchmal aber auch Königliche Bibliothek, Landesbibliothek, British Library oder Deutsche Bibliothek, Staatsbibliothek usw.

Nationalbibliotheken sind in aller Regel keine Reissbrettplanungen, sondern gewachsene Institutionen. Sie entstanden aus unterschiedlichen Anfängen, zu unterschiedlichen Zeiten und wuchsen zu unterschiedlicher Grösse. Ihre Ausprägung ist unterschiedlich, je nach politischer oder kultureller Tradition und ökonomischer Zuwendung.

Nur Puristen werden diese Vielfalt beklagen. Schliesslich sind diese Bibliotheken Institutionen, die sich aus der kulturellen Mentalität und den wissenschaftlichen Bedürfnissen entwickeln, Jahresring für Jahresring angefügt haben und so ein Bild der gesellschaftlichen Entwicklung in ihren Sammlungen widerspiegeln. Sie werden selbst zu einem einzigartigen kulturellen Artefakt. Das Bild der Jahresringe macht zugleich deutlich, dass die Bibliotheken nicht auf ihren historischen Wert beschränkt bleiben dürfen. Nationalbibliotheken sind ohne Fortführung nicht zu denken, sie würden vergehen und die Zukunft verspielen. Aber haben Nationalbibliotheken überhaupt eine Zukunft? Sind sie nicht eher Ideenträger des 19. Jahrhunderts mit nationaler Repräsentation, übergewichtige Monumente, verstaubte Schatzhäuser? Gehört die Zukunft nicht eher der Dynamik elektronischer Netze, der globalen Verfügbarkeit von Informationen, der immateriellen Kommunikation?

Wir würden einen folgenschweren Fehler machen, würden wir Nationalbibliotheken mit ihren Sammlungen auf das Trägermaterial Papier und damit auf Bücher und Zeitschriften beschränken und würden wir weiterhin den Ausbau einer physisch präsenten repräsentativen Weltbibliothek auf Papier als Idee einer Nationalbibliothek verfolgen.

So wichtig wie das Bekenntnis zu den Büchern ist, so richtig ist auch die Erkenntnis, dass Informationen und Wissen längst nicht mehr ausschliesslich auf bedrucktem Papier angeboten werden, sondern neue Formen elektronisch verfügbarer Publikationen für die Forschung und die Ausbildung zuneh-



mend an Bedeutung gewinnen. Weil Bibliotheken Teil des wissenschaftlichen Prozesses sind und nicht unabhängige Einrichtungen *sui generis*, müssen sie hier Verantwortung übernehmen – als Haus der Bücher und als elektronisches Archiv.

Bei den elektronischen Publikationen geht es nun um mehr als nur um Sichtung, Auswahl und Verwaltung. Es geht um die Authentizität von Texten, um die Sicherung des geistigen Eigentums, um ein Korrektiv zur Wegwerfmentalität. Wenn nicht Nationalbibliotheken für ihr Einzugsgebiet dafür Verantwortung übernehmen, dann werden ganze Erkenntnisbereiche ausgeblendet, Zugangsbarrieren ökonomischer, politischer oder technischer Art errichtet und die Welt in privilegierte Informationsbesitzer und Informationshabenichtse geteilt.

Den Nationalbibliotheken wächst hier eine legitime Aufgabe zu. Verschiedene Nationalbibliotheken haben darauf auch schon reagiert.

Zweifellos ist für diese Aufgabenerfüllung ein erheblicher zusätzlicher Aufwand erforderlich, hinsichtlich der Sammelrichtlinien, der Archivierung und Langzeitsicherung, der Bereitstellung und Verfügbarkeit, der bibliographischen Kontrolle und der rechtlichen und technischen Implikationen.

Während der Auftrag noch verhältnismässig überschaubar bleibt bei physisch verbreiteten elektronischen Publikationen, ist er für elektronische Publikationen im Netz, die von Natur aus dynamisch sind, mit erheblichen Unsicherheiten behaftet. Hier sind Studien, Pilotprojekte und prototypische

Anwendungen unerlässlich. Die europäischen Nationalbibliotheken haben hierzu konkrete Entwicklungsschritte unternommen.

Die internationale Zusammenarbeit der Nationalbibliotheken wird auf diesem Gebiet eine noch grössere Bedeutung bekommen, da nur durch abgestimmtes arbeitsteiliges Archivieren in geographisch sinnvoll verteilten Informationsservern eine Lösung erreicht werden kann. Die Nationalbibliotheken werden einerseits Dokumentserver sein, andererseits Referenzserver oder *Catching-Server*, die über entsprechende Adressdateien auf die dezentral verfügbaren Dokumente weisen. Unterstützt werden müssen sie durch die wissenschaftlichen Bibliotheken eines Landes, die für eine ausreichende Redundanz der Verfügbarkeit sorgen müssen und durch Spiegelung mehrfach archivieren.

Deutlich wird bei dieser Entwicklung, dass der Kooperation der Nationalbibliotheken – und zwar einer verbindlichen – eine grosse Bedeutung zukommt, nicht zuletzt deshalb, weil der Nachweis von Literatur in verteilten Systemen ein Grundelement der wissenschaftlichen Kommunikation ist.

Ich hatte bei der künftigen Ausgestaltung des Sammelauftrags von Nationalbibliotheken vor zwei Faktoren gewarnt: dem Ausblenden elektronischer Publikationen und dem Ehrgeiz, international möglichst repräsentativ gedruckte Publikationen unter einem Dach zu vereinen.

Das Paradigma *alles besitzen*, um es direkt zur Verfügung zu haben, ist zu Ende, auch und gerade für Nationalbibliotheken. Das Wachstum der wissenschaftlichen Literatur führt zu einer Verdoppelung der Anzahl der gedruckten Publikationen alle 16 Jahre, im Bereich der Naturwissenschaften sogar alle 10 Jahre. Nicht einmal für ein begrenztes Fachgebiet ist Vollständigkeit zu erreichen. Es ist kaum zu erwarten, dass der Wissensausstoss geringer wird, zumal die Länder der Dritten Welt in diesen Prozess vermehrt einsteigen und das Streben nach ökonomischem Erfolg zu zusätzlichen Anstrengungen in der Wissenschaft und in der Ausbildung führen wird.

Auch hier kann die Lösung nur in einer definiert verteilten Verantwortung liegen. Wegen der gegenüber elektronischen Texten schwierigen Distributionsmöglichkeit von

Büchern sollten in den Ländern kooperative Erwerbungsprogramme für ausländische Literatur etabliert werden, etwa nach dem Muster der Sondersammelgebiete der Deutschen Forschungsgemeinschaft, die den Sammelauftrag von Nationalbibliotheken neu definieren helfen.

Darüber hinaus sind wiederum kooperative Abstimmungen zwischen den Nationalbibliotheken zu berücksichtigen, die zumindest die Verantwortung für die Sammlung der nationalen Literaturproduktion oder des Sprachraums, möglichst durch Pflichtexemplarregelungen, sicherstellen.

Mit der zunehmenden Verfügbarkeit von OPACs wird die Kenntnis über entsprechende Standortnachweise von Literatur im Land und in anderen Ländern erleichtert und die Möglichkeit der Lieferbarkeit verbessert.

Aus diesen Definitionen zum Sammelauftrag wird, bei aller Unschärfe an den Rändern, die durch die jeweilige länderspezifische Bibliotheksstruktur bedingt ist, deutlich: Nationalbibliotheken bilden das kulturelle Gedächtnis eines Landes. Die Verantwortung als Minimalkonsens für die Nationalbibliotheken weltweit liegt in der Sammlung der nationalen Literaturproduktion, und zwar unabhängig vom Träger. Diese Sammlungen gehören nicht nur einer Generation. Die Bestandssicherung der gedruckten und elektronischen Überlieferung ist ebenso verpflichtend wie das Sammeln selbst. Die Techniken sind vorhanden: Entsäuerung der Papiere im grossen Massstab, Papierstabilisierung mit Methoden der Papierspaltung, Mikroverfilmung und Digitalisierung.

Entscheidend für die Aufgabenerfüllung der Nationalbibliotheken wird die Fähigkeit sein, gedruckte und elektronische Publikationen für kommende Generationen verfügbar zu halten und auch die digitale Retrokonversion früherer Veröffentlichungen sinnvoll zu leisten.

Schatzhaus des Wissens und kulturelles Gedächtnis zu sein – das genügt aber nicht!

Quellensicherung und Zugänglichkeit sind ein unauflösbares Begriffspaar. Erst die öffentliche Zugänglichkeit ihrer Sammlungen macht die Nationalbibliothek zum kulturellen Werkzeug. Erst die nationalbibliographische Verzeichnung mit dem Ziel der

gegenseitigen elektronischen Austauschfähigkeit bildet die Voraussetzung für das Funktionieren einer verteilten Verantwortung der Nationalbibliotheken im Sinn einer virtuellen Bibliothek und erlaubt die Vision einer denkbaren globalen Vernetzung – natürlich Schritt für Schritt. Hierzu bietet uns heute auch die Technik eher Chancen, sei es durch die Existenz des Internet oder die drastischen Kostenreduzierungen im Hardwarebereich.

Die Aufgaben des nationalbibliographischen Zentrums erfordern bei der Bedeutung der verteilten bibliographischen Zuständigkeiten und der Zunahme von Netzrecherchen ein Umdenken.

Die derzeitige Beschränkung der Verzeichnung auf bibliographisch selbständige Literatur (Buch, Zeitschriftentitel) reicht künftig nicht mehr aus. Es müssen ökonomisch vertretbare Verfahren gefunden werden, auch unselbständige Veröffentlichungen, zum Beispiel Zeitschriftenaufsätze, nachzuweisen. Einzubeziehen sind elektronisch strukturierte Inhaltsverzeichnisse (Scanning-Methoden), HTML-Dokumentformate usw. Die Nationalbibliothek sollte dazu auch Partner aus dem kommerziellen Bereich suchen. Der Einkauf von Leistungen und ihre Einbeziehung in das Angebot der Nationalbibliothek kann durchaus sachdienlich und ökonomisch sinnvoll sein.

Die formale Erschliessung von Dokumenten wird bei der nationalbibliographischen Arbeit derzeit zu aufwendig betrieben. Vereinfachungen sind hier vertretbar, insbesondere dann, wenn sie durch Normdateien abgesichert werden. Ich bin der Auffassung, dass sich Nationalbibliotheken stärker der sachlichen Erschliessung zuwenden sollten. Hier ist für den Nutzer der grösste Effekt zu erwarten. Auch die im Netz weitergehenden bibliographischen Verknüpfungen, etwa von bibliographischen Daten, Inhaltsverzeichnissen, Abstracts und Volltext, bieten dazu neue Ansätze. Bislang sind auch Verfahren zur automatischen Indexierung in Verbindung mit Norm-Wörterbüchern, wie etwa der von Der Deutschen Bibliothek betreuten SWD (Schlagwortnormdatei), nur gering genutzt worden.

Für die internationale Zusammenarbeit sind multilinguale Normdateien wichtige

Grundlagen für einen sprachlich gesicherten Zugang, sowohl für die Bibliothekare als auch für die Nutzer.

Elektronische Publikationen bieten noch zusätzliche Erschliessungswege: Hyperlinks zwischen multimedialen Aspekten, Navigationsstools in Netzen, Informationen über Qualität, Kosten und Status von Publikationen (*value-added-pages*).

Zum besseren Austausch von bibliographischen Datensätzen und zur Dokumentlieferung ist eine entsprechende Informationsinfrastruktur zwischen den Nationalbibliotheken zu verabreden.

Es ist entscheidend, dass sich die technische Infrastruktur an internationalen Entwicklungen orientiert. Die Übertragungsraten europäischer Netze sind derzeit häufig noch unbefriedigend. Man muss jedoch einräumen, dass bislang auch diese Netze von den Nationalbibliotheken noch nicht überall ausgeschöpft sind. Der Einstieg in den schnellen Netzverbund und in Multimedia-Anwendungen wird zusätzliche Investitionen erforderlich machen. Sie müssen auch den Nationalbibliotheken zugute kommen, wollen sie ihre kooperative Aufgabe erfüllen. Ein weiterer entscheidender Faktor für die Entwicklung von bibliothekarischen Diensten auf Netzen ist die Gebührenpolitik. Sie ist extrem uneinheitlich. Während in den USA die Teilnahmegebühr bei Commercenet US\$ 150 pro Monat beträgt (128 kbit/sec.), kostet die Teilnahme am Deutschen Forschungsnetz pro Monat US\$ 3 000 (64 kbit/sec.) Ohne eine entscheidende Änderung in der Gebührenpolitik werden einige Nationalbibliotheken die kritische Masse für Dienstleistungsangebote nicht erreichen, es sei denn, der Staat entlastet die Bibliotheken durch Subventionen.

Eine geeignete Informationsinfrastruktur setzt schliesslich voraus: Offenheit, Zugänglichkeit und Interoperabilität. Nationalbibliotheken sind hier gut beraten, wenn sie für ihre Anwendersysteme sogenannte *offene Protokolle* einsetzen, die auf internationalen Konventionen beruhen, zum Beispiel für Recherchen und Dokumentlieferung Z39.50 *item order* sowie die Werkzeuge des Internet verwenden. Die technische Informationsinfrastruktur ist zweifellos ein wichtiger Aspekt

für das Zusammenspiel der Nationalbibliotheken.

Ausschlaggebend sind jedoch die Dienste auf den Netzen:

- Suche in vernetzten OPACs
- Volltextretrieval
- Verknüpfung von Suchen, Bestellen und Liefern von Dokumenten
- Online-Nutzung entfernteter Datenbanken zur Unterstützung von Erwerbung und Katalogisierung
- kooperative multilinguale Normdateien auf verteilten Rechnern
- verbesserte Suchinstrumente für sachliches Suchen
- retrospektive Digitalisierung nationaler Sammlungen.

Diese vielfältigen Ansätze zur Zusammenarbeit der Nationalbibliotheken auf technischem und inhaltlichem Gebiet legen es nahe, dass über Formen der Zusammenarbeit selbst nachgedacht wird. Wie kann man Erfahrungen und Informationen gegenseitig nutzen, wie kann man gemeinsam Lösungen finden, wie kann man abgestimmte Strategien entwickeln?

Die Konferenz der europäischen Nationalbibliotheken (CENL) ist dafür ein gutes Beispiel. Die 36 Länder des Europarats sind durch die Direktoren ihrer Nationalbibliotheken vertreten. Auf einer jährlichen Konferenz im September werden anhand sorgfältig vorbereiteter Papiere Empfehlungen, Entscheidungen und Übereinkünfte getroffen, Informationen und Erfahrungen ausgetauscht. Über den WWW-Informationsserver *Gabriel* ist CENL ab September 1995 im Internet präsent, mit Informationen zum europäischen Rahmen, zur individuellen Nationalbibliothek, zu den jeweiligen Dienstleistungen.

Entscheidend gestärkt wurde das Entwicklungspotential der europäischen Nationalbibliotheken durch eine Übereinkunft von CENL und der Europäischen Kommis-

sion zur Durchführung einer konzertierten Aktion im Rahmen des Europäischen Bibliotheksprogramms. CENL bildete mit neun Nationalbibliotheken das Lenkungs-gremium CoBRA (*Computerized Bibliographic Record Actions*), das wiederum vier Arbeitsgruppen zur Formulierung von Studien und Projektvorschlägen einsetzte auf den Gebieten

- verbesserte europäische bibliographische Dienste
- Nutzeranforderungen an bibliographische Dienste
- vernetzte bibliographische Dienste
- Unterstützung von Massnahmen auf verteilten Systemen.

Drei Studien und fünf Projekte wurden von der Europäischen Kommission akzeptiert. Weitere Initiativen sind in Vorbereitung. Damit kann CENL einen sehr konkreten Beitrag zur Kooperation der Nationalbibliotheken leisten.

Nationalbibliotheken bilden mit einem solchen Aufgabenspektrum eine wesentliche Komponente der geistigen Infrastruktur, nicht nur im eigenen Land, sondern als kooperatives Glied auch darüber hinaus. Noch immer ist die Textkultur, sei sie gedruckt oder elektronisch, der bestimmende Teil unserer Kultur. Die Bibliotheken sind die dafür verantwortlichen Institutionen.

Wenn unsere Chancen in einem Dialog der Kulturen, in einem Austausch von Wissen und Information, in einem Auf- und Ausbau kultureller Einrichtungen liegen, dann können die Nationalbibliotheken hierzu einen gewichtigen Beitrag leisten. Wenn unser Zusammenleben in erster Linie eine Kulturleistung ist, wenn Pluralismus nicht nur eine unverbindliche Beliebigkeit, sondern eine wechselseitig wirkende Koexistenz bedeutet, dann sind Nationalbibliotheken unentbehrlich. Sie sind die Focuspunkte für die internationalen Beziehungen auf der Grundlage ihrer jeweiligen kulturellen Überlieferung.

James Michalko, President, The Research Libraries Group, Inc.

Supporting Heritage and International Scholarship: a pending partnership for research libraries and national libraries

Good afternoon. I'm very pleased to be here, in such distinguished company. My thanks to our host, M. Jauslin, for his gracious invitation and the hospitality that he and the staff of the Swiss National Library have shown me.

I trust that your hospitality will extend to any blunders I might make based on my narrow North American experience. They stem from personal ignorance rather than any cultural imperialist tendencies. Finally, I hope you will forgive the fact that my comments will echo the speakers who came before me. It may not be exciting to hear these echoes, but you should be pleased that, without prior coordination, all of us are taking approaches that converge.

The 150 member institutions of the Research Libraries Group extend their congratulations on the centenary of the Swiss National Library and send their best wishes for the future. For my own part, I've read the SNL plans, seen the progress, and believe the Swiss National Library is taking the right steps to position itself for the services Swiss libraries and citizens need and want. I think it all points very positively towards the next 100 years.

I am neither a scholar nor a national librarian. I am with you this afternoon because the organization for which I work may have some experience that is relevant to the role of national libraries and the future.

The organization I head, called the Research Libraries Group, has an unusual and, I think, unique mission and set of capabilities in the landscape of higher education, research support, and scholarship which I must describe briefly since we have neither the history, the visibility nor the mission that my National Library colleagues do.

We do two things: we support collaboration and interinstitutional activities among our members that are designed to expand the

range of information resources available to scholars and those that serve them; and we maintain and provide access to a set of supporting data resources – RLIN, the Research Libraries Information Network, and CitaDel, RLG's citation access and document-delivery service. I won't do a commercial for RLIN,



but we've specifically thought about it as a support tool for a whole variety of information resources that wouldn't otherwise exist or be accessible to the scholarly community without our combined efforts. So RLG works to foster interinstitutional collaboration focused on increasing the range of

information resources that are available, and it runs a production online information service. Both of these activities have some relevance to the issues national libraries must address.

This year, 1995, is an anniversary for RLG as well. We have been managing collaboration among these diverse institutions for twenty years. RLG members include major university libraries, archives, museum libraries, independent research libraries, great public libraries, and national libraries. Despite their self-selected desire to solve problems and their common need to serve scholars and students, this has been a difficult and continuing challenge. I suspect what we experience is not unlike the challenges that M. Jauslin faces in working with his colleagues at other libraries and in other cantons. The opportunities and challenges of federalism present a pattern that repeats itself at many levels including our consortial one.

When I knew I was going to be joining you for this centenary celebration, I asked my board members what research libraries want or expect from a national library. One board member, in a particularly American outburst, replied that "If we had one, I'd surely know the answer to the question...".

I also asked: how can research libraries and the national library divide responsibilities productively? To that another of my board members replied, "This is a very good question. Relationships between the Library of Congress and US research libraries are problematic. I've seen this in other countries. Why is this?" Why indeed?

Are research libraries competitors to national libraries? Sometimes, the two behave as if they were. My view is that the two need one another now more than ever and have opportunities to work together now in new and productive ways. This is partly because economic exigencies are forcing them together and partly because new access and communication technologies make coordinated effort more immediately possible and more immediately beneficial. This is not to say that different libraries do not have different patron needs and different economic problems. Rather, that collaborative effort can and should be based on a common and explicit understanding of these differences. Large academic libraries and the national library should complement one another, not compete.

Consequently, I'd like to talk with you about

- what research libraries expect and hope for from a national library,
- what's changing about the research library world,
- what's changing about the national library world,
- and point to a possible opportunity for collaboration, for a partnership that could be seized at the intersection of these expectations and changes.

Given the uneasy relationship that has often existed between research and national libraries, my comments may resemble the story about the very badly behaved, but very optimistic little boy at Christmas time. This little boy very much wanted to get a pony for his Christmas gift. His father explained that only good children got presents and he was so badly behaved that he wasn't likely to get anything. The little boy persisted in his expectation that he'd get a pony and also persisted in behaving badly. On Christmas morning the

boy rushed into the living room looking for his pony. His father, to teach him a lesson, said his gift was in the cellar and pointed him down the stairs where there was nothing but the old coal bin. A few minutes later the boy came back covered in coal dust with a grin on his face and headed for the back door. His father grabbed him and asked him where he thought he was going. The boy replied, "I'm going outside to get a shovel, there must be a pony down there somewhere."

What I want to do in the remainder of my time is to provide some observations that lead me to believe there is a pony in there somewhere.

What's the nature of the opportunity that I see? Let me say it right now before it gets covered in the dust of my observations. I believe that a properly managed partnership of research and national libraries could

- provide access to a nation's cultural heritage in a way that advances the mission of both types of libraries,
- provide scholars, students, and citizens with an array of information resources that they want and need but have never had,
- and provide both discovery and access on an international scope.

Having said what I think the opportunity is, let me wander away from it for a few minutes in order to point out some conditions in the research library world and the national library world that make me think this is a partnership waiting to happen.

First, what do research libraries expect of their national library? Principally, they expect a very difficult, sometimes contradictory mix of leadership, collaboration, and service. They expect that the national library will be responsible for the documentary cultural heritage of the nation. They expect that the national library will be the primary collecting agency for materials produced by and about the nation and its citizens. They expect the national library to provide information about these collections to them and to make these collections accessible. They expect the national library to be a leader in the provision of bibliographic services; they want cataloging

records and bibliographic descriptions made available for local use. And finally, they want a whole series of roles to be filled by the national library as the first library among the nation's libraries – roles such as a spokesperson for libraries and the library community with the government; a creator of standards – technical and bibliographic; an example of best practices in library service; and a full partner in their own library service efforts. And of course they'd like all these expectations to be filled at little or no cost and after extensive and full consultation with each of them, preferably individually. Is it any wonder that there are tensions between research libraries and the national library?

Next, let me turn to the trends and desires in research libraries that I believe are going to shape their near-term future and, I should emphasize, influence the way they work with national libraries. I think there are four major areas of change in research libraries – bibliographic control, access and delivery tools, the challenges of digital library concepts, and economics.

The trends in *bibliographic description and control* are probably further advanced and clearer than in other areas. There has been significant discussion about outsourcing technical processing and/or drastically reducing the labor costs involved in current practice by complete automation of the process. Based on this discussion services are starting to become available that can deliver cataloging information along with books ready to be put on the shelf. In this area, I think the mutual reliance between national libraries and research libraries is of long duration, well-established, reasonably productive, and can be expanded even further.

Let me digress for a moment to compliment our host on the role that the SNL is taking in its planning for this area. I've read the Proposal for a Swiss Information Network. It has as one of its two principal aims "to rationalize the work necessary to make available such information by working on a national level to improve cooperation among libraries in the fields of cataloging, indexing and provision of user services." It wants to "simplify user access to and searching in existing and future heterogeneous online catalogs inside and out-

side Switzerland by creating an online national union catalogue containing information about documents located in Switzerland, no matter what form they may be in and by introducing centralized authority control." This is a laudable goal, a practical one, and one that would deliver a genuinely valuable service in keeping with the many future shapes of library service.

The trends in *access and delivery* are fuelled by the desire of research libraries to give users more and better tools to accomplish for themselves activities and tasks that the library and library staff have traditionally provided. The corollary to making the user, as far as possible, into his or her own reference librarian is an increasing understanding that the actual information content, in whatever medium presented, is the user's goal and the institution's premier asset.

There is, however, a real tension between the user's goal and the assets that distinguish the institution. What the institution can deliver is ultimately the basis on which a user evaluates its service performance. But what the institution owns and has on the shelf is what distinguishes it as an institution, now and for the future. This, of course, means that any materials that are inaccessible satisfy neither the user nor the institution's reputation. To be real, your assets must be visible.

Then there is the growing concern with *digital library concepts*. Here we are witnessing an overwhelming urge on the part of research libraries to exploit emerging technology and integrate the digitized information object into their library service portfolios. There is an enormous amount of energy, resources, and project effort being directed at this, but exactly how – and how much – libraries will change as a consequence is very uncertain.

Finally, *constrained economic circumstances* are forcing research libraries to redefine themselves as information providers to very particular constituencies – their institutional students, faculty, staff and supporters. Even with internal redirection of finances, say from bibliographic processing to online service or access, this is a struggle – they must still manage within the basic reality that research libraries can't collect everything but are expected to *provide* everything. (If anything,

this tension has gotten more acute with the euphoria surrounding the Internet, which has created expectations of accessibility that can't be met and has created a demand for content that isn't yet there.)

Given the audience, I hesitate to say anything about national libraries, but it seems to me that they are struggling with essentially these same four areas. They have the same challenges regarding bibliographic control; their premier asset is what they collect and can provide, they're feeling the same pressures regarding digitization, and economics is forcing reexaminations of who they serve and in what ways.

It seems to me that national libraries are focusing more and more on the documentary heritage of the nation and aspiring less to be the comprehensive research library of the nation. And national libraries are looking to be service providers to their citizens. Here again I think the efforts of the Swiss National Library reflect these trends. The message to the Swiss Parliament outlining the vision for the SNL says in part, "The national library is specialized in the collection of information about Switzerland, information which, without its work, would not be collected, or would be hard to access. The national library must, using a model in which tasks are distributed and in cooperation with other libraries, contribute to the development and improvement of information distribution in Switzerland." What I want to emphasize is that these plans reflect exactly the trends that I have been highlighting.

So where is the common ground for research libraries and national libraries? At the highest level, both types of institutions must scale their activities and focus on what they do best. They have needs in common but different mandates. How do the defining dynamics of each type of institution present an opportunity for a different and productive partnership?

In an unadorned form, here are the elements that I think intersect to create that opportunity:

- If you have a national library, it is likely to be responsible for national heritage information resources. This makes sense.

National libraries should concentrate on the national heritage.

- Researchers of all sorts – scholars, students, citizens – need more access and better access to these national heritage information resources.
- Research libraries, however, approach their collections from a subject basis that inevitably crosses national boundaries. That complements the national heritage role that national libraries must fulfill.

There is consequently lots of room in the creation of the national bibliographic record and in the future creation of distributed digital collections, to emphasize the complementary roles of the national library and research libraries. The entry point is in the creation of the national bibliographic record to ensure that it supports discovery of these national resources. At RLG we know the excitement of and value to scholars when they discover related collections in one place through our experience with the Archive and Manuscript Control data file that we offer. Discovery comes first. The issues of delivery and access are going to have many solutions that unfold slowly, but all the alternatives depend on knowledge of the existence of the resource.

Let me interject a clarification at this point. I am not suggesting that the national library ought to be taking the lead in planning, financing or building a digital library in partnership with research and other libraries.

I don't believe in digital libraries. It's an unfortunate phrase and a real-world impossibility, as my RLG colleague Walt Crawford has said. His preferred phrase is "extended libraries". I personally favor the phrase "digital research collections". In any event, there are no digital libraries but there might be digital research collections that make enormous sense in some areas. For the national library to put its unique photographs and archival records into digital form and make them available is a real service. For groups of libraries to identify and convert key collections, *that would otherwise not be available*, makes enormous sense. Such collections don't replace print collections but add richness and provide outreach in unique ways.

And the one area that presents the richest opportunity and fills the most pressing need is in the area of the national heritage.

Let me repeat that I believe a properly managed partnership of research and national libraries could

- provide access to a nation's cultural heritage in a way that advances the mission of both types of libraries,
- provide scholars, students and citizens with an array of information resources that they want and need but have never had,
- and provide both discovery and access on an international scope.

I think you can build this partnership with tools that are already available and by emphasizing what each type of library is already doing to meet its local demands and enhance its distinctiveness. For example, if the national library were to announce that it was assuming the role of directing the nation's citizens to the documentary heritage of the nation *wherever* it is located – some of which it collects and maintains but the rest of which is located in other repositories – it would define a mission on which others could rely and provide a service on which every researcher could count.

Such a directory service – a service that shows the way to collections of national importance, that says what is the material of the nation and where it is – would accomplish a number of things. It would allow research

libraries to focus their collecting on what is unique to their institutional mission and their distinctive strengths. It would encourage all libraries to describe their collections of primary sources that have regional and national significance. It would give researchers knowledge of distinctive collections and primary source materials that complement their local collections. It would create feedback between the national, regional, and institutional libraries about what is significant. (That could help focus collecting activities and redirect resources.) It would yield relevance for collections that were distinctive but formerly inaccessible. And it would position the nation for future access to the digital alternate whenever it becomes available. After all, a directory service that points at the collection can be taught to take the researcher to the digitized object if it's available.

In conclusion, let me observe that what is most intriguing about such a complementary, collaborative system is that it scales up from the national to the international. The global economy and society means that each nation will need to have access to the information resources of other people and places. Access and communications technology make the global network a marvelous medium for international partnerships permitting shared collections and shared expertise. On behalf of the member institutions of the Research Libraries Group I can assure you that we would be willing and enthusiastic partners in such an effort. Scholarship and heritage information are our common ground.

est couleur mouvement e

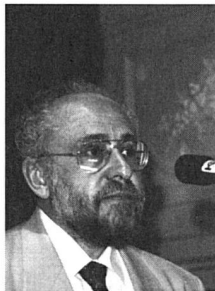


La Dimension politique des bibliothèques nationales

Rarement, dans l'histoire, les bibliothèques nationales auront été autant à l'honneur qu'en cette fin de XX^e siècle. Il faut croire que jamais elles n'ont été aussi indispensables. Pourtant, nous sommes à l'heure même où les performances des technologies nouvelles, la facilité des télécommunications, l'inflation des messages et la mondialisation des connaissances pourraient faire douter de leur avenir.

Leurs missions centrales et fédératrices semblent devoir être mieux remplies aujourd'hui par l'inscription dans des réseaux répartis sur leur territoire et ouverts sur le monde entier. Toutes les bibliothèques se trouvent aujourd'hui placées devant des choix fondamentaux : doivent-elles s'accroître sans limites, s'épuiser à suivre le rythme insoutenable de l'information globale, ou doivent-elles plutôt disparaître, se dissoudre dans les réseaux électroniques, se fondre dans une réalité virtuelle qui les dépasse ? Plus que les autres, les bibliothèques nationales sont prises dans ce dilemme. L'idée qu'elles pourraient être les dernières bibliothèques universelles, à la taille de la nation qu'elles représentent, devient chaque jour plus illusoire. Si l'on s'en tient à une définition fonctionnelle des bibliothèques nationales, tout devrait aujourd'hui annoncer leur déclin.

Or, c'est le contraire qui se produit sous nos yeux. On s'étonne donc de voir, un peu partout dans le monde, à Pékin et à Taipei, à Londres et à Paris, à Copenhague et à Stockholm, à Tunis et à Caracas, et jusque dans des petits Etats comme l'Île Maurice, les bibliothèques nationales naître, renaître ou s'agrandir dans des proportions parfois gigantesques. Cette métamorphose se fait rarement sans d'âpres débats, généralement au prix de grands efforts et souvent dans la douleur. Certains pays, qui vivent aujourd'hui des tragédies ou qui traversent des périodes dramatiques de leur histoire, consacrent à la construction ou à la reconstruction de leur



bibliothèque nationale une énergie surprenante. La nouvelle bibliothèque nationale d'Algérie en porte témoignage, avec son architecture éclatante, ses projets ambitieux d'accroissement des collections et de développement de nouveaux services. On ne peut que s'étonner de voir la jeune république

Croate se doter aussitôt d'une bibliothèque moderne à Zagreb, ou l'Estonie, à peine sortie de ses combats, inaugurer à Tallinn une nouvelle et vaste bibliothèque nationale. Dans les pays plus favorisés – je pense bien sûr à la France et à la Grande-Bretagne –, l'âpreté des débats qui accompagne ces chantiers nous avertit de même qu'il ne s'agit pas seulement de questions techniques.

Pour comprendre un tel paradoxe, il faut de toute évidence quitter le seul terrain du fonctionnalisme documentaire. La notion de bibliothèque nationale a jusqu'ici été analysée principalement en termes fonctionnels. De nombreuses études ont cherché à dresser la liste des fonctions que doit remplir une bibliothèque pour avoir la dignité de « nationale ». Ces fonctions sont généralement groupées autour de celles de dépôt légal et de bibliographie nationale. Les conclusions de ces études sont déroutantes. D'une part, il n'existe pas au monde deux bibliothèques nationales dont on puisse rigoureusement mettre les missions en parallèle. D'autre part, aucune des fonctions qui semblent leur être propres n'est nécessaire ni suffisante pour déterminer l'existence d'une bibliothèque nationale.

Par exemple, la législation sur le dépôt légal, très largement répandue, présente d'un pays à l'autre des variantes considérables, qui se situent parfois au-delà, parfois à côté du rôle des bibliothèques nationales. Non seulement les règles de collecte et de conservation diffèrent, mais les types de documents concernés ne sont pas toujours les mêmes. La définition de ce qu'est un document de bibliothèque varie et ces variations s'amplifient à mesure que les documents se multiplient, se

diversifient et qu'ils sont produits sur de nouveaux supports. La loi canadienne est à ce titre la plus radicale, qui a pris le parti de définir le livre comme ce qui doit entrer dans une bibliothèque. La littérature grise, les brevets, les enregistrements sonores, la photographie, les vidéogrammes et plus encore aujourd'hui les documents électroniques sont ainsi diversement pris en compte dans les bibliothèques nationales, selon la législation de chaque pays.

La France, qui inventa le dépôt légal en 1537, a de nouveau innové par sa loi de 1992 en soumettant au dépôt légal les documents électroniques et audiovisuels. Pour l'électronique, le décret d'application actuel en limite la notion aux œuvres éditées en nombre sur un support fixe, comme les CD-Rom ou certains logiciels pour le grand public. Mais que devient le dépôt légal si la loi, comme son esprit le demande, s'étend aux données accessibles en ligne et aux fichiers circulant sur les réseaux ? Les documents en ligne ignorent les frontières et la notion même de nationalité. Ce sont souvent des documents apatrides. Devant l'importance que prennent les informations en ligne, c'est une question que chacun se pose et dont on voit que la réponse ne sera pas nécessairement apportée par les bibliothèques, qu'elles soient ou non nationales.

C'est pourquoi le dépôt imposé par la loi française aux émissions de télévision est encore plus novateur, car on a pour la première fois affaire à des documents en ligne, en flux continu, instables, difficiles à identifier, à collecter et à conserver. Ces difficultés ont conduit le législateur à deux dispositions nouvelles : d'une part, le dépôt est sélectif, rejoignant là la logique des archives et s'éloignant de la traditionnelle règle de l'exhaustivité, chère aux bibliothécaires ; d'autre part, la gestion de ce dépôt légal est confiée non pas à la Bibliothèque Nationale de France, mais à un institut spécialisé dans l'archivage audiovisuel, comme c'est déjà le cas pour le cinéma, qui a, aussi, son propre régime. Le dépôt légal est d'ailleurs souvent assumé par des bibliothèques universitaires. Ainsi, la fonction la plus incontestable et la plus répandue, une de celles qui structurent le plus régulièrement le rôle des bibliothèques

nationales, ne s'avère pas un critère suffisant pour les définir.

Il en est de même, et de plus en plus à mesure que s'étendent les filets des technologies nouvelles, de toutes les autres fonctions par lesquelles les chercheurs se sont efforcés de caractériser les bibliothèques nationales. Ils en ont fait l'inventaire : conservation, formation et expertise, recherche et publication, relations internationales, pour constater finalement que chacune de ces fonctions possède, comme le dit Maurice Line, « une solution alternative », et que, prise séparément, elle peut être remplie, et est de fait souvent remplie, dans un cadre distinct de celui d'une bibliothèque nationale, voire aujourd'hui dans un cadre distinct de celui d'une bibliothèque.

Les seules exigences techniques de la conservation du patrimoine national et du recensement bibliographique national ne sauraient donc à elles seules expliquer le souci que manifestent actuellement de nombreux pays pour leur bibliothèque nationale. Il est clair que dans les cas que j'ai cités, la volonté de redressement national dans le sens le plus large doit être prise en compte. Si la fonction centralisatrice ou fédératrice en matière bibliographique et documentaire était prédominante, il est clair aussi qu'on devrait disposer d'une bibliothèque nationale par pays et d'une seule, ce qui est loin d'être le cas. Si la Catalogne, à Barcelone, s'enorgueillit à juste titre d'avoir brillamment rénové sa bibliothèque nationale de Catalogne, si le Québec annonce un projet de reconstruction au centre de Montréal d'une nouvelle et moderne bibliothèque nationale du Québec, il ne s'agit pas uniquement d'une question d'organisation documentaire au niveau d'un territoire, mais d'une volonté d'affirmation d'identité culturelle et, pourrait-on dire, de dignité nationale.

Ainsi les bibliothèques nationales de par le monde reflètent-elles autant les évolutions politiques de leur pays que leurs progrès dans les sciences de la documentation. Nul n'ignore qu'il y a, à côté de la bibliothèque britannique, des bibliothèques nationales en Ecosse et au pays de Galles, que Naples, Florence et Rome ont chacune leur bibliothèque nationale, qu'en Afrique du Sud, il existe une

bibliothèque nationale au Cap et une autre à Pretoria. L'Allemagne prouve par son réseau complexe et efficace de bibliothèques spécialisées que le rôle documentaire à proprement parler peut se passer d'une bibliothèque nationale unique et centralisée. Tous les pays fédéraux doivent donc jouer avec cette double dimension fonctionnelle et politique de leur bibliothèque nationale, faisant resurgir la vieille ambiguïté entre la notion de « nation » et la notion d'« Etat ». Il est significatif de constater que la bibliothèque du Congrès, qui est plutôt une bibliothèque d'Etat, n'est pas officiellement nommée « Bibliothèque nationale des Etats-Unis ». La Russie, pour sa part, a tranché en baptisant « Bibliothèque d'Etat de Russie » l'ex-bibliothèque Lénine à Moscou et « Bibliothèque nationale de Russie », l'ex-bibliothèque Saltikov-Chtchédrine à Saint-Petersbourg.

Je n'aurai pas l'outrecuidance de parler ici de la Suisse, laissant ce soin à nos hôtes, qui nous montrent aujourd'hui combien ce sujet a fait ici même l'objet de débats courageux et d'analyses novatrices, mais je parlerai de la France, que je connais mieux, pour constater que l'idée qu'il existerait une unité fonctionnelle dans la notion de bibliothèque nationale n'y est pas plus évidente. Même un pays aussi centralisé que la France – dont l'idée de collections royales, avant d'être nationales, remonte au XIV^e siècle – n'est pas parvenu à contenir la notion de bibliothèque nationale dans une seule institution, aujourd'hui baptisée « Bibliothèque Nationale de France », pour bien enfoncer le clou. Le dépôt légal, je l'ai dit, y est exercé par trois institutions différentes. Il faudrait y ajouter l'Institut National de l'Information Scientifique et Technique (INIST) qui est responsable de la littérature scientifique spécialisée et de la « littérature grise ». Il y a, en plus, deux autres bibliothèques nationales en France : la Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg, qui, ayant fait partie du système allemand pendant près de cinquante ans, est devenue nationale, je dirais, par accident, et la Bibliothèque Publique d'Information du centre Georges Pompidou, qui aurait pu aussi bien être universitaire ou municipale, et qui est devenue nationale, je dirais, par défaut.

Ainsi, selon l'état des bibliothèques d'un pays, les bibliothèques nationales sont celles qui pallient les insuffisances des autres, ce qui est bien le rôle de l'Etat. Voici, pour ma part, comment je définirais une bibliothèque nationale : si un pays ne possédait qu'une seule bibliothèque, si modeste fût-elle, cette bibliothèque devrait être appelée la bibliothèque nationale de ce pays. Inversement, si toutes les bibliothèques d'un pays jouaient parfaitement leurs rôles et couvraient toutes les attentes de tous les publics, alors ce pays n'aurait plus besoin de bibliothèque nationale.

Les grands chantiers entrepris en France et en Grande-Bretagne ont suffisamment montré l'importance des considérations politiques sur les nécessités fonctionnelles. Mon ami, Philippe Béval, récemment venu dans le monde des bibliothèques depuis la haute administration française, posait il y a peu, au bibliothécaire que je suis, une question dont il excusait l'impertinence, à savoir pourquoi de nombreuses bibliothèques nationales – et les plus grandes – ne sont-elles pas dirigées par des bibliothécaires ? Cette question n'était ni indélicate, ni impertinente, puisqu'elle vient confirmer la thèse que je défends ici, selon laquelle les bibliothèques nationales, si elles constituent bien un genre particulier de bibliothèques, ne le doivent pas à la spécificité de leurs fonctions mais à leur nécessité politique.

Or, ce caractère est trop souvent méconnu pour toutes sortes de raisons. La première est que cette distinction ancre la bibliothèque dans l'idéologie et que les idéologies sont d'autant plus efficaces qu'elles restent cachées. Par ailleurs, contrairement aux musées ou aux monuments, dont le caractère emblématique est manifeste, cette fonction symbolique de la bibliothèque nationale disparaît sous un utilitarisme écrasant. L'utilité évidente de la bibliothèque nationale, comme de toute autre bibliothèque, masque ses fonctions plus secrètes et non moins présentes. Par son architecture, comme cela vient d'être le cas en France, mais surtout par ses collections, la bibliothèque nationale concentre aux yeux de toutes les nations le capital culturel d'un pays. Cette fonction mystérieuse résistera-t-elle à toutes les évolutions vers le virtuel et l'immatériel, vers lesquelles les fonctions

purement utilitaires de la bibliothèque nationale sont irrésistiblement entraînées ? Cette contradiction pose aujourd'hui problème, conflit même, lorsque la fonction représentative de la bibliothèque nationale, comme fondement de la nation qu'elle représente, entre en concurrence avec des fonctions utilitaires qu'on sait aujourd'hui remplies de mieux en mieux par des moyens plus efficaces mais presque invisibles. La bibliothèque nationale n'est donc pas un simple outil technique dont se dote une nation : elle contribue à fonder dans l'histoire l'idée même de nation, en proclamant un capital de connaissance auquel la nation s'identifie.

La crise de croissance des bibliothèques nationales, qui se traduit aujourd'hui par de véritables mutations, correspond à une crise des nations elles-mêmes. La notion de bibliothèque nationale appartient à l'histoire des Etats-nations, lorsqu'en 1848 s'édifiaient la bibliothèque de Hongrie, et, en 1857, la célèbre salle de lecture de la British Library, ou, deux ans plus tard, lorsqu'était conçue la non moins fameuse salle Labrouste, rue de Richelieu à Paris. Dans leur propre incertitude, les bibliothèques nationales continuent de traduire l'incertitude du statut des nations aujourd'hui, devant l'expansion rapide de

phénomènes de mondialisation de l'économie, devant des ensembles nationaux qui se disloquent, ou qui, comme l'Union européenne, cherchent à se réunir. L'ancien directeur de la British Library avait dit, avec un humour très britannique, qu'il n'était pas certain qu'il soit opportun de construire deux nouvelles bibliothèques nationales, l'une à Londres et l'autre à Paris, à l'heure où l'Europe s'unifiait et où l'on entreprenait la construction du tunnel sous la Manche. A la même date, il s'est trouvé un groupe d'hommes politiques pour réclamer une Bibliothèque européenne, pourvue d'un dépôt légal européen, que les Français aurait bien vue à Strasbourg, à la place du Parlement dont la localisation était alors mise en cause. L'idée était généreuse, mais à l'évidence prématurée. Ne doit-on pas pour ces nouveaux ensembles inventer de nouveaux types de bibliothèques, immatérielles ou pas, mais en tout cas adaptées à l'ordre nouveau du monde et de son savoir ?

Il appartient peut-être à des organismes indépendants, comme, au niveau national, le Conseil supérieur des bibliothèques en constitue en France la très modeste ébauche, de mener une réflexion devenue indispensable à ce sujet.